

Environnement
Réf : F.B

SOUS-PREFECTURE D'APT

A R R E T E complémentaire

N° 66 du 30 juillet 2008

**modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par
la Société PIERDECO INTERNATIONAL à OPPEDE
au lieu-dit "Ribas de Petit"**

Le Préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code minier et des décrets d'application ;
- VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article R 512-31 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 86 du 17 juillet 1997 autorisation la Société HUGOT à exploiter une carrière sur la territoire de la commune de Oppède, lieu-dit "Ribas de Petit" ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 90 du 26 juillet 2006 autorisant le changement d'exploitant de la carrière au profit de Société PIERDECO INTERNATIONAL ;
- VU la demande du 21 février 2008 par laquelle Société PIERDECO INTERNATIONAL sollicite une prorogation de deux ans de la date limite de la remise en état de sa carrière et la modification des conditions de remise en état du site ;
- VU les documents annexés à cette demande ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 18 juin 2008 ;
- VU l'avis favorable du président du Parc Naturel Régional du Luberon du 23 mai 2008 ;
- VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, formation « carrières » du 24 juin 2008 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral transmis pour observations à l'exploitant le 25 juin 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2008-07-03-0100-PREF du 3 juillet 2008, portant délégation de signature à M. Jean-Charles GERAY, Sous-Préfet d'APT ;

CONSIDÉRANT que la remise en état du site après exploitation de la carrière comprend un remblaiement de l'excavation avec des matériaux inertes issus de la carrière mitoyenne du site exploitée par la Société Carrière de Provence ;

CONSIDÉRANT que le rythme d'apport de ces matériaux jusqu'à ce jour n'a pas permis de combler l'excavation avant l'expiration de l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remise en état du site propose par l'exploitant sont de nature à améliorer l'impact paysager du site ;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun en conséquence, d'une part, de proroger de deux ans l'autorisation de procéder au réaménagement et, d'autre part, d'autoriser la modification des conditions de remise en état du site par la création d'un merlon paysager ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 86 du 17 juillet 1997 modifié par arrêté n° 90 du 26 juillet 2006, autorisant la Société Pierdéco International à exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Oppède, au lieu-dit "Ribas de Petit" est complété par les paragraphes suivants :

"3.1. A compter du 17 juillet 2007 la présente autorisation est prorogée de deux années au plus pour les seuls travaux de remise en état du site comprenant :

- le comblement de l'excavation avec des matériaux inertes provenant de la carrière mitoyenne exploitée par la société Carrière de Provence, en vue de la réalisation d'une plate-forme de stockage de blocs de pierre,
- la réalisation d'un merlon paysager conformément au plan joint en annexe au présent arrêté et intégrant des plantations de haute tiges ainsi qu'une végétation différenciée et hétérogène plus basse, adaptée au site, en s'appuyant autant que faire se peut sur l'environnement végétal existant.

3.2. le transport des matériaux de remblaiement sera réalisé exclusivement par la piste reliant les deux exploitations sus visées.

3.3. Six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation, soit au plus tard le 17 janvier 2009, l'exploitant devra notifier la date de cet arrêt au Préfet selon les modalités définies aux articles 34.1 et suivants du décret susvisé du 21 septembre 1997".

ARTICLE 2 :

Les dispositions antérieures, contraires ou identiques à celles du présent arrêté et ayant le même objet sont abrogées.

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté devra être conservée à la mairie d' OPPEDE pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie d' OPPEDE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la Sous-Préfecture d' Apt par le maire concerné. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Sous-Préfet d'APT, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de Vaucluse.

ARTICLE 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nîmes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

La recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas le délai précité.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'Apt, le Maire d'OPPEDE, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au requérant par les soins de Monsieur le Maire d' OPPEDE ainsi qu'à Madame et Messieurs les Maires de MENERBES, CHEVAL BLANC et MAUBEC, le Directeur Régional de l' Industrie, de la Recherche et de l' Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d' Incendie et de Secours, l' Architecte des Bâtiments de France, le Chargé de Mission Régionale I.N.A.O et le Président du Parc Naturel du Luberon.

APT, le 30 juillet 2008

Pour le Sous-Préfet d' Apt absent,

Le Sous-Préfet

Copie certifiée conforme
Le Secrétaire Général


Guy QUENNESSON




Marie-Gabrielle PHILIPPE